



TABLEAU DE SYNTHESE comparant les clauses de l'accord EELV PS et la politique gouvernementale effective

Cette deuxième version du tableau réalisé par Lucile Schmid a été amendée en tenant compte des remarques critiques sur la première version diffusée le 12 novembre 2013

| Accord EELV PS | Etat réalisation | Commentaires | synthèse |
|---|--|--|--|
| Finance : séparer dépôt/financement, encadrer les activités risquées, maintenir les crédits aux entreprises et aux ménages, encadrer les rémunérations | Loi bancaire juillet 2013 | Finance watch a qualifié la loi bancaire française de « texte qui s'intitule loi de séparation mais ne sépare rien, protège insuffisamment les contribuables et est en deçà de ce qui se fait ailleurs » | Séparation non réalisée autres objectifs non réalisés |
| Créer une taxe sur les transactions financières | Les discussions se poursuivent entre les Etats membres | Evolution défavorable de la position française officielle depuis l'été 2013 au motif qu'elle conduirait à des pertes d'emplois. Bercy demande une taxe symbolique | Abandon de l'objectif |

| | | | |
|--|--|---|--|
| Relancer l'Europe par un gouvernement économique, avec approche sociale et harmonisation de la fiscalité, augmenter le budget communautaire | La politique européenne continue celle de la majorité précédente : TSCG adopté, budget communautaire en baisse | Comme les autres Etats membres le gouvernement française se satisfait d'une politique européenne limitée à la défense de ses intérêts nationaux | Abandon de l'objectif, risque croissant d'un rejet de l'Europe |
| Création d'une organisation mondiale de l'environnement | Action diplomatique mais rien n'a été acté | La tenue de la conférence environnementale en 2015 pourrait être l'occasion de déboucher | A suivre |
| Porter l'aide publique au développement à 1% d'ici la fin de la législature | montant pour 2014 est de 0,46% (9,8 mds euros), la France est le 4 ^e donateur mondial | Les prévisions budgétaires pour 2014 prévoient une baisse de 6% | Objectif non réalisé |
| Fin de la Françafrique et lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le Golfe | Intervention au Mali | Situation difficile, question des otages | A suivre |
| Reconnaissance de l'Etat de Palestine et défense du droit d'Israel à vivre en paix | La Palestine est devenue Etat observateur non membre auprès de l'ONU le 29 novembre 2012 | La diplomatie française a joué un rôle important pour ce nouveau statut à l'ONU. Mais rien n'est joué | A suivre |
| Redéfinition de la politique migratoire (« la mise en cause des Roms est une tâche indélébile du sarkozysme »), régularisation sur critères transparents pour les parents d'enfants scolarisés | Politique migratoire proche de celle de la majorité précédente, discours politique également. Naturalisations en hausse, assouplissement des critères de régularisation, mais maintien du nombre d'expulsions | Sur ce sujet à forte portée symbolique les renoncements sont particulièrement nets ; les manifestations lycéennes réagissent | Objectif non réalisé |
| Réforme du droit d'asile pour un meilleur respect des droits | Valls a promis une réforme qui diviserait par deux le temps de traitement des dossiers (oct 2013) | La question de la liste des pays sûrs reste posée | A suivre |
| Droit de vote et éligibilité pour les étrangers installés en France depuis 5 ans | Statu quo | La promesse a plus de 30 ans | Abandon de fait de l'objectif |
| Etablissement d'un nouvel indicateur de développement humain | Des indicateurs ont été définis dans des collectivités locales mais sans portée nationale | La croissance (ou plutôt son absence) reste l'alpha et l'omega du discours officiel | Abandon de l'objectif |
| Combattre le chômage des jeunes et des seniors | Création des emplois d'avenir, principe du tutorat | Sur ce sujet la volonté politique est forte, le chômage continue néanmoins de croître | Mesures prises |
| Améliorer la qualité au travail, rééquilibrer le rapport de forces entre les salariés et leur employeur | Adoption de l'Accord national interprofessionnel janvier 2013 | droits des salariés diminués (remise en cause de la hiérarchie des normes un accord d'entreprise peut être moins favorable que la convention collective et la loi) | Objectif non réalisé |
| Application effective des 35 heures | Le temps de travail effectif reste en moyenne de 39 heures | La défense et la promotion des 35 heures et le partage de l'emploi et de la réduction du temps de travail a disparu du discours du gouvernement | Abandon de l'objectif |
| Réforme globale fiscale selon deux principes chacun contribue selon ses moyens et les revenus du capital soumis au même barème d'imposition que les revenus du travail. Fiscalité plus équitable, plus écologique, plus citoyenne | L'augmentation des impôts a touché la grande majorité des foyers même si la progressivité de l'IR a été renforcée, la réforme fiscale d'ensemble reste à venir, le CICE abaisse le cout du travail de plus de 4% sans contrepartie, l'écotaxe a été reportée | Le sentiment d'une meilleure justice fiscale n'est pas présent, les niches fiscales ayant des conséquences négatives au plan écologique n'ont pas été supprimées ceci entraîne une incompréhension et des manifestations bretonnes où un certain poujadisme est présent | Abandon de l'objectif |
| Un grand débat public sur la transition énergétique aura lieu, une loi-cadre sera soumise au parlement avant l'été 2013 | Le débat sur la transition énergétique a eu lieu avec peu d'écho, la loi cadre est reportée à fin 2014 | Le contenu de la future loi cadre reste flou | Objectif non réalisé A ce jour |
| Réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 à 50% à l'horizon 2025 par fermeture de 24 réacteurs. | La fermeture de la centrale de Fessenheim pourrait avoir lieu fin 2016, son démantèlement commencé en 2018. Déclaration de réduction reportée à 2050 | Le contenu et le calendrier du processus d'arrêt des réacteurs n'est pas arrêté EDF réclame une prolongation de 10 ans de vie des centrales Décision en attente | Objectif en suspens |

| | | | |
|--|---|--|---|
| Un acte II de la politique énergétique sera organisé sur la mandature | L'acte I est en cours | Le dossier s'avère très difficile pour des raisons d'opposition d'EDF, d'Areva et de certains syndicats (emploi/reconversion) | Objectif non réalisé |
| Montée en puissance des énergies renouvelables | Le tableau de bord de l'éolien photo-voltaïque du 1er semestre 2013 montre une baisse de 26% par rapport au 1er semestre 2012 | Nécessité de confirmer la volonté politique par une simplification des procédures et une stabilisation du droit | Abandon de fait de l'objectif |
| Fin des aides aux biocarburants | Sept 2013 des ONG dont Oxfam ont accusé la France de torpiller la réforme européenne en cours pour mieux encadrer le soutien aux biocarburants | Le gouvernement français est sensible aux intérêts du lobby agro-industriel | Objectif non réalisé |
| Création d'une banque publique d'investissement | Lancée en janvier 2013, dotée de 142 milliards d'euros doit faciliter l'accès des PME aux financements pour l'innovation et l'exportation | L'institution s'installe ; elle a déjà lancé plusieurs dispositifs en matière d'innovation et de préfinancement du crédit impôt recherche | Objectif réalisé |
| Développement du fret ferroviaire et fluvial, rééquilibrage de la fiscalité des carburants, soutien à la conversion de l'industrie automobile vers véhicules moins polluants | Abandon de l'écotaxe, pas d'alignement fiscalité du diesel programme européen Naiades II (fret fluvial) | Dévoisement du projet par le gouvernement précédent (au profit d'un PPP scandaleux sans toucher les vrais pollueurs), le gouvernement actuel n'a rien changé | Abandon de l'objectif |
| Examen des projets d'infrastructures aérien, ferroviaire, routier, pour moindre impact environnemental énergétique | Confirmation du projet Lyon Turin (octobre 2013) Report canal Seine Nord Europe | Les choix sont liés aux arbitrages budgétaires | Abandon de fait de l'objectif |
| Débat national sur l'agriculture, la pêche et l'alimentation en 2012 pour une loi agricole en 2013 (refonte gestion foncière, relocalisation, soutien agriculture paysanne..) | A ce jour les orientations sont en faveur de l'agriculture intensive (discours de François Hollande de Cournon le 2/10/2013) 80% des subventions PAC pour 20% des exploitations | Les orientations de Stéphane Le Foll sur l'agro écologie apparaissent encourageantes, mais la politique menée est contraire et soumise à l'influence de la FNSEA Question de l'élevage industriel | Objectif suspendu à ce jour |
| Education : Plan pluriannuel de recrutement de professionnels de l'enseignement | 40 000 enseignants recrutés pour l'année 2013, soit 7000 enseignants devant les élèves | L'éducation nationale est prioritaire ; la situation était très dégradée compte tenu des choix de la droite | En cours de réalisation |
| Création d'une allocation d'études regroupant les aides sociales existantes (logement, bourses) | Officiellement reportée en deuxième partie de quinquennat | | Objectif non réalisé |
| Rapprochement universités grandes écoles | Conventions de partenariat entre classes préparatoires aux grandes écoles et universités | La classe préparatoire n'est pas la grande école et de tels partenariats existaient déjà | Abandon de l'objectif |
| Réexamen de la loi LRU | Assises de l'enseignement sup. et recherche : orientations majorité précédente globalement confirmées | La déception est très présente | Abandon de l'objectif |
| Logement, encadrement des loyers | Adopté dans le cadre de la loi ALUR | Cette mesure a été adoptée malgré l'opposition forte de la droite, les associations réclament plus | réalisation en cours |
| Construire 500 000 logements par an dont 150 000 sociaux et durcir la loi SRU | 346 000 logements neufs démarrés en 2012, 110 000 logements sociaux financés, obligation de construction de logements sociaux durcie 20 -25% | L'objectif est ambitieux et depuis des années l'objectif de construction de logement fixé n'est jamais atteint | Réalisation partielle |
| Plan d'urgence pour reloger les 20 000 prioritaires au DALO, suspension des expulsions locatives des locataires de bonne foi | nombre de personne prioritaires au DALO en voie d'explosion. La suspension des expulsions se limite aux ménages prioritaires au DALO. | Les moyens mis en œuvre sont en hausse mais ne répondent pas du tout à l'augmentation de la précarité des mal-logés | Objectif n'est réalisé que très partiellement |
| Rénover en BB 1 million de logements par an | objectif modifié à 600 000 durant la présidentielle, à 500 000 aujourd'hui, critère BBC a lui disparu. | Le montant des aides à la rénovation a été diminué, la TVA est revenue à son niveau de 2011, soit 5,5%. | Objectif revu à la baisse |
| Application du principe de précaution sur les | Proposition de loi sur les ondes abandonnée | | Abandon de l'objectif |

| | | | |
|--|---|---|---|
| ondes électro magnétiques | | | à ce jour |
| Consacrer 1% du budget des soins à la prévention primaire, à l'éducation dans l'entreprise, à la promotion d'une alimentation équilibrée et à la prévention des addictions | La prévention est l'un des objectifs prioritaires affichés de la future loi de santé publique de 2014 | En 2015 selon André Cicolella plus de 50% des dépenses de la sécurité sociale iraient à la prise en charge de maladies chroniques | suivre les mesures en termes budgétaires et d'organisation des annonces |
| Desserrer l'étau autour de l'hôpital public | Rapport Couty recréer un pacte de confiance, notion de service public hospitalier réinscrite dans la loi, projet de loi santé publique en 2014 | Contraintes budgétaires | objectif non réalisé |
| Développement des services publics par l'abandon de la révision générale des politiques publiques et politique concertée de redéploiement et de modernisation | Les économies budgétaires continuent d'être adoptées au niveau de chaque ministère sans examen plus qualitatif | Il n'y a pas fondamentalement de modification de l'approche par rapport à la majorité précédente (cf les débats autour du budget du ministère de l'écologie) | Abandon de l'objectif |
| La fonction publique sera revalorisée et réformée une négociation sera lancée sur tous les sujets (promotion interne, laïcité, neutralité, exemplarité, lutte contre la précarité.. ;) | Rapport Pêcheur remis le 7 novembre 2013 au Premier ministre : état des lieux très critique (recours massif aux non titulaires, gestion hyper concentrée, ..) | Les acteurs sociaux sont dans l'attente des propositions du gouvernement | chantier hautement symbolique à suivre |
| Une république nouvelle : encadrer les pouvoirs du Président de la République | A ce stade pas de réforme engagée | Hollande se coule dans la fonction présidentielle comme les présidents précédents | Abandon de l'objectif |
| Parlementarisme renforcé : présentation par le 1er ministre avant chaque session de l'agenda des réformes, choix militaires et diplomatiques décidés au parlement | A ce stade pas de réforme engagée, certains pas ont été faits (débat sur l'engagement des forces armées au Mali) | | Abandon globalement de fait de l'objectif |
| Réforme du mode de scrutin aux élections législatives X% des députés élus à la proportionnelle sur une liste nationale | Dès la signature de l'accord la discussion avec les socialistes s'est tendue. Le chiffre de 20% avait été évoqué. | Cela sera t il fait d'ici la fin de la mandature ? Le doute est permis | objectif non réalisé |
| Non cumul des mandats : mandat parlementaire unique, pas de cumul à la tête de deux exécutifs locaux, pas de cumul du mandat national et européen, pas de cumul ministre/exécutif local | L'entrée en vigueur du non cumul pour les parlementaires est repoussée à 2017, 2019 pour les députés européens | Les débats au Sénat (refus initial de 25 sénateurs socialistes du non cumul) ont donné à la société une image déplorable des politiques. | Mise en œuvre repoussée à l'issue du mandat |
| Renforcement de l'indépendance de la magistrature : modification des nominations du parquet et des personnalités qualifiées du CSM, augmentation des compétences du juge des libertés, | Adoption de la loi relative aux attributions du garde des sceaux et des parquets en matière de politique pénale et d'action publique le 16 juillet 2013 | L'indépendance de la justice est confirmée (interdiction des instructions lors des affaires individuelles, politique pénale fixée par circulaires générales, rapport annuel sur la politique pénale remis au parlement) | Les orientations sont positives et nettes |
| Abrogation des peines plancher et de la rétention de sûreté | Le projet de loi de réforme pénale sera examiné au Parlement à l'issue des élections municipales | La polémique entre le ministre de l'intérieur et la garde des sceaux a été vive | A suivre |
| Encadrement des contrôles d'identité | Le ministre de l'intérieur a encadré les contrôles (matricule, « palpation ») mais refusé la possibilité de connaître l'identité des policiers | Le Défenseur des droits s'est saisi du dossier | A suivre |
| Retour à la police de proximité | Le ministre de l'intérieur souhaite doter les zones de sécurité prioritaire de plus de moyens | La question posée est celle d'une certaine dégradation du climat social et de sécurité dans les quartiers concernés et des limites en moyens | Le débat sur le rôle d'une police de proximité reste ouvert |

| | | | |
|--|---|---|--------------------------------|
| Une loi permettra l'ouverture du mariage, l'adoption à tous les couples, l'égalité de l'accès aux techniques de procréation médicalement assistée | Mariage pour tous voté et appliqué en 2013 PMA et adoption reportés | | Objectif partiellement réalisé |
| Pluralisme des médias par fin des nominations des présidents de chaînes par le président de la République, loi limitant la concentration des médias, réforme du CSA | Loi sur l'indépendance de l'audiovisuel public adoptée le 31 octobre 2013 | Le CSA revient au centre du jeu et concentre de nombreux pouvoirs | Objectif à évaluer |

Cette synthèse n'est pas exhaustive, mais sincère. Il faut relire le texte de cet accord qui présente tous les éléments thématiques d'un véritable partenariat de majorité entre socialistes et écologistes. Son défaut initial est cependant de n'avoir prévu aucun calendrier de mise en œuvre. Or autant un accord électoral a de fait un calendrier, autant un accord programmatique aurait dû prévoir un calendrier et un comité de pilotage conjoint. L'accord valant pour la mandature il n'est peut-être pas trop tard pour remédier à ces manques, pourvu que la volonté politique soit là.

Nous reconnaissons l'action de nos parlementaires ainsi que la détermination et certaines réussites dans leur domaine de compétence des deux ministres EELV.

Il s'agit au-delà de l'action de tel ou tel, avec ce tableau de donner à chacun les moyens d'évaluer la réalisation globale d'un accord EELV PS, qui était déjà un compromis par rapport aux projets portés par les deux partis.

L'accord de mandature, intitulé « 2012-2017 : socialistes et écologistes, ensemble pour combattre la crise et bâtir un autre modèle de vivre ensemble » comprend cinq chapitres :

- 1) dominer la finance et réorienter l'Europe
- 2) imaginer un autre modèle de développement économique, social et écologique
- 3) faire de la transition énergétique une urgence et une chance
- 4) améliorer la vie quotidienne des Français et préparer l'avenir de notre jeunesse
- 5) bâtir une République nouvelle.

Il est introduit et conclu par deux textes prenant clairement position pour une rupture globale avec les politiques menées par la majorité de droite au plan économique, social, fiscal, européen. La période pour laquelle cet accord a été signé n'est pas écoulée, il reste deux tiers du temps à parcourir.

L'analyse des différentes mesures de cet accord dense, riche en propositions qui avait demandé des mois de travail éclairé sur certains renoncements symboliques, des reports et le choix enfin de ne pas mener certains combats face à des intérêts économiques puissants:

- la priorité donnée à la réduction du déficit budgétaire interdit de fait d'engager nombre de propositions (transition énergétique..) ; avec les choix faits par le gouvernement de réduire encore les dépenses alors même que Standard and Poor's vient de dégrader la note de la France, ces renoncements devaient être confirmés ;
- de nombreuses mesures « marqueurs » d'une politique en rupture avec celle de la droite ont été abandonnées ou reportées (vote des étrangers, évolution de la politique migratoire, relance de l'Europe au niveau institutionnel et budgétaire).
- la question des services publics et du redéploiement des moyens de l'Etat continue d'être abordée à ce jour dans une mécanique comptable qui interdit certains choix qualitatifs et ne permet pas de mener une véritable politique d'investissement humain ;
- malgré des discours gouvernementaux conformes à cet accord sur des sujets aussi essentiels que la finance, l'agriculture, ou la question du travail et de la précarité, la politique de fait du gouvernement ne s'éloigne guère de celle de la droite. Notamment car il faudrait là mener des combats contre des lobbies puissants et déterminés ;
- Enfin puisqu'il s'agit d'évaluer l'impact positif de notre présence dans les institutions on peut remarquer que c'est sur les réorientations écologiques, fiscalité et budget notamment, et sur le volet institutionnel que les choses pèsent le plus : ni proportionnelle, ni non cumul avant 2017, une mise en œuvre des politiques conforme à l'esprit très présidentiel de la Ve République.

Ce bilan provisoire illustre le fossé entre le projet initial et les politiques menées aujourd'hui et conduit à s'interroger sur une réorientation des choix politiques du gouvernement pour la partie du quinquennat qui est devant nous. Sans réorientation à court terme, la question de la présence des écologistes au gouvernement nous semblerait devoir être posée.